



Fédération Autonome de l'Éducation Nationale

Faen infos

FAEN Infos n° 1 du 08/09/08 au 21/09/08

L'école en danger



36 500 postes supprimés de la rentrée de 2003 à celle de 2008 et **plus de 40 000 fermetures prévues** dans les trois années à venir dont 13 500 en 2009.

Nombre de "réformes" annoncées ou engagées constituent **un habillage éducatif aux fermetures de postes** programmées.

Ce sont **des générations d'élèves**, qu'ils soient ou non en difficulté, **qui subiraient les conséquences de telles mesures.**

A qui veut-on faire croire que cette véritable saignée pourrait être sans conséquences négatives sur le fonctionnement des écoles et des établissements et la qualité de l'enseignement qui y est dispensé ?

Nous ne pouvons l'accepter !

La riposte doit être à la hauteur de la menace et des enjeux.

Plusieurs fédérations de l'Éducation Nationale, dont **la FAEN**, la FSU, le SGEN-CFDT et l'UNSA éducation, la FCPE, l'UNEF, l'UNL et de nombreux mouvements pédagogiques lancent **un appel commun** dont vous trouverez [le texte en page suivante](#).

La mobilisation à laquelle il appelle prendra des formes multiples et variées dont une **manifestation nationale à Paris le dimanche 19 octobre.**

Mobilisons-nous !

Marc GENIEZ

L'envers de l'assouplissement



A propos de l'assouplissement de la carte scolaire, l'administration se garde bien d'évoquer certains aspects qui méritent pourtant d'être connus.

Ainsi, **les décisions de certaines inspections académiques sont intervenues beaucoup trop tard.**

Certaines familles n'ont pas eu la réponse à leur demande avant le jour de la rentrée des élèves. **Les personnels administratifs de ces IA ont dû affronter le mécontentement**, les propos parfois vifs voire injurieux de certains parents, malgré les efforts faits pour recevoir individuellement les familles.

Mais pour le ministre comme pour la presse, **les conditions de travail des personnels n'entrent pas dans les statistiques de rentrée !**

Dans d'autres cas, l'augmentation des dérogations accordées **bondent certains établissements** déjà bien remplis et **en vident inexorablement d'autres**, dans lesquels les collectivités locales ont parfois investi des sommes importantes pour rénover ou reconstruire des bâtiments.



Le contribuable paiera probablement une deuxième fois pour agrandir les locaux des établissements les plus demandés.

Postes et recrutements

Le ministère du Budget, en charge de la fonction publique a, paraît-il, un **calendrier particulièrement chargé.**



Cette information n'est pas de nature à nous rassurer car la motivation principale de toutes les réformes réside dans la **volonté de réduire le nombre de fonctionnaires et de fermer des postes.**

Ainsi, pour 2009, **30 627 postes de fonctionnaires seront supprimés,**

dont 13 500 dans l'Éducation Nationale.

De plus, le gouvernement annonce une **réforme des concours de recrutement.**

On apprend à cette occasion que 67 000 fonctionnaires de l'État ont été recrutés par recrutement externe en 2002 contre 39 172 en 2006. Ces nombres sont à rapprocher des 65 000 départs en retraite enregistrés annuellement.

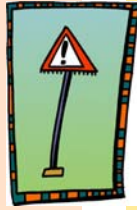
Au total, **au cours des quatre prochaines années, environ 30 000 postes par an seraient supprimés.** Ça promet!

Un autre projet entraînera non seulement de substantielles économies mais aussi une **transformation radicale des statuts des personnels et des métiers de la Fonction Publique de l'État** : le remplacement de certaines de catégories par sept «filiales métiers» (administration générale, financière et fiscale, sociale, éducation et recherche, culturelle, technique, sécurité). Chacune comportera quatre niveaux de recrutement (CAP-BEP, bac, licence, master).

Mais où est l'intérêt du public dans tout ça?

L'école en danger: Mobilisons nous!

L'éducation est notre avenir :
Il ne doit pas se décider sans nous !



Notre pays a cette chance extraordinaire de disposer d'un **grand service public laïque d'éducation**. Il traduit notre choix républicain d'une société où tous les citoyens vivent ensemble. Mais imagine-t-on ce que deviendrait ce principe, sans ce tour de force de l'accueil de tous les jeunes, sans distinction, réalisé quotidiennement par notre École ?

Cette **École publique**, que nous aimons pour ses réussites incontestables, rencontre aussi des difficultés. C'est pourquoi nous souhaitons passionnément qu'elle évolue et se transforme pour s'acquitter vraiment de sa **mission démocratique : faire réussir tous les jeunes, pas seulement les plus favorisés ou les plus « méritants »**.

Pour nous, ce débat et cet effort concernent tous les citoyens car, à travers l'avenir de la jeunesse, c'est celui du pays qui se joue.

Or, en lieu et place de ce que devrait nécessiter cette grande cause nationale, rassemblant largement les citoyens, à quoi assistons-nous ? Au spectacle d'une **politique gouvernementale qui, au-delà des habillages, ne voit dans l'éducation qu'un moyen d'économiser**. Plus que tout discours, la préparation du budget 2009 en est la démonstration : 13 500 suppressions d'emplois programmées, soit, dans le cadre triennal dans lequel ce budget s'inscrit, plus de 40 000 postes promis à disparition sur les 3 ans, à rajouter aux 11 200 suppressions de cette année !

Tout n'est sans doute pas question que de postes en matière éducative, mais nous affirmons que **rien ne pourra se faire dans cet acharnement d'un « toujours moins de postes » ! Rien ne pourra davantage se faire avec des réformes à marche forcée**, encore moins lors-

qu'elles aboutissent à de vraies régressions. **Rien ne pourra se faire non plus si l'État ne cesse de se désengager de ses missions**, déléguant hors de l'école ce qu'elle doit assurer pour tous.

Aussi, nous poussons aujourd'hui un cri d'alerte : **cette politique va détériorer sur le long terme le service public d'Éducation.**

Elle porte tous les ingrédients pour que se développe une école à deux vitesses dans une société minée par les injustices et les inégalités.

De ce projet, nous ne voulons pas ! Nous voulons une politique éducative ambitieuse faisant avancer notre École publique en mettant au cœur la réussite de tous les jeunes. Nous voulons pour cela d'autres choix.

Nous en appelons à toutes celles et tous ceux qui pensent que l'éducation est une richesse pour notre pays, que l'avenir se joue aujourd'hui, à toutes celles et tous ceux qui refusent que la politique suivie n'entraîne, pour de nombreuses années, le service public d'éducation dans l'affaiblissement.

Quelle place veut-on donner à l'éducation dans notre pays ? Quel citoyen veut-on préparer ? Nous n'acceptons pas que la société découvre a posteriori qu'on aurait répondu à sa place, en catimini, à ces questions fondamentales !

Alors, **mobilisons-nous ensemble**, débattons, parlons, proposons, interpellons l'opinion, agissons sans attendre !



**Rassemblons-nous tous
dans une grande manifestation nationale
le dimanche 19 octobre à Paris.**

